

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 25/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BBCI centre de tri – Les Monts-Ronds

Références : UID257090/SPR/LT/AR 2024 - 0125C
Code AIOT : 0005905370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 janvier 2024 dans l'établissement BBCI centre de tri implanté sur la plateforme de la carrière BBCI 25620 LES MONTS-RONDS. L'inspection a été annoncée le 12/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société BBCI, via son bureau d'études, a porté à connaissance (PAC) le 8 novembre 2023 de l'inspection des installations classées son projet d'extension de son centre de tri sur la commune Les Monts-Ronds. La présente visite de contrôle vise également à la prise de connaissance du site actuel (tant de son aménagement, que de son exploitation).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BBCI 25620 LES MONTS-RONDS
- Code AIOT : 0005905370
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le présent site, intégré à la plateforme BBCI pôle minéral et industriel, réceptionne et trie les déchets du BTP/DIB. L'établissement comprend une ligne de préparation de combustible solide de récupération (CSR) alimentant l'usine de cogénération voisine et/ou des cimenteries régionales. Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 28 avril 2016. Leur capacité maximale de traitement, conditionnée à la capacité des broyeurs, est actuellement de 30 tonnes par heure. L'ajout d'une seconde ligne permettra une augmentation de capacité de traitement de +15 t/h soit 45t/h au total.

L'usine de cogénération voisine est à l'arrêt. Son redémarrage après travaux (et changement d'exploitant) est prévu pour 2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention du risque incendie
- intervention en situation accidentelle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.1.1	Lettre de suites	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Périmètre et maintenance du système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 / 9 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	3/ 9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.1.1.3	Sans objet
5	Événements et parois soufflables	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.5	Sans objet
7	Confinement	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.4.1 V	Sans objet
8	Valeurs limites de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.4.4.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

Avec huit observations dont certaines signalées depuis plusieurs années, le dernier rapport de vérification des installations électriques conclut à un risque d'incendie. Aussi, les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état.

L'ensemble des zones à risque d'incendie n'est pas équipé d'un système de détection de fumée ou équivalent, en l'occurrence a minima les deux zones de réception des déchets.

L'organisation à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests sur les systèmes de détection n'est pas effective. En effet, aucune vérification pourtant stipulée dans l'étude de dangers n'est réalisée sur les caméras thermiques (cellules et broyeurs).

Il manque un poteau incendie sur site.

Les caractéristiques du seul poteau ne sont pas connues. Les vérifications de son bon fonctionnement ne sont pas effectives.

En référence au dernier rapport de vérification, huit RIA doivent faire l'objet d'actions de maintenance corrective.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement.

En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens avec des échéances variables selon les manquements.

Le plan des zones à risques (incendie et explosion) est à réviser en intégrant la dernière étude de dangers produite dans le cadre du projet d'extension. Le plan des zones ATEX est à réviser (à défaut, il convient de justifier l'absence de zones ATEX).

La question se pose également des armoires électriques comme zones à risques d'incendie. Des réponses de l'exploitant sont attendues.

Observations :

L'étude foudre mentionnant la mise à la terre des équipements métalliques est attendue dans les meilleurs délais. En l'absence de justificatifs, la prescription sera considérée comme non-respectée.

Une traçabilité des opérations de dépoussiérage des armoires électriques est à mettre en place. L'exploitant devra par ailleurs examiner leur périodicité au regard du taux d'empoussièrement constaté et du niveau d'activité.

L'exploitant est invité à mettre en oeuvre des actions correctives dès leur signalement (installations électriques, détecteurs, moyens d'intervention du lutte contre l'incendie...).

Il convient que l'exploitant étudie la réalisation de vérifications des installations électriques par thermographie infrarouge.

Si les armoires électriques sont recensées comme zones à risques d'incendie, l'exploitant déploiera également son système de détection incendie sur ce périmètre.

La traçabilité des opérations de nettoyage des caméras doit être mise en place. Elle sera tenue à disposition de l'inspection des installations classées. De même, une traçabilité des tests de

fermeture de la vanne de confinement des eaux est à mettre en place avec une périodicité au moins trimestrielle (cf. guide D9a §6.1).

Il convient dans les meilleurs délais que le stationnement des camions pompes soit rendu accessible au niveau de l'aire d'aspiration.

L'inspection invite l'exploitant à réaliser un marquage au sol et/ou l'implantation de poteaux amovibles pour rendre disponible en tout temps le stationnement au droit des bassins.

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection son registre justifiant la destination des déchets de plâtre vers l'installation de valorisation matière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : « Les déchets admis sur le site sont :- les déchets inertes, gravats de démolition, terres ;- les papiers, cartons ;- les métaux ferreux et non ferreux :- le verre ;- le plâtre ;- le bois non (ou faiblement) adjuvanté (déchets de bois A ou B) ;- les plastiques (autres que PVC) de type polyéthylène, PeHD, caoutchouc, mousse de polyuréthane, polystyrène.... ;- le PVC ;- les déchets divers non valorisables et/ou mélangés de classe 2 (câbles, mobilier urbain, laine de verre, laine de roche, textiles...) ;- les déchets dangereux tels que les solvants, peintures, bois traités, goudrons, ... »
Constats : Les modalités d'acceptation des déchets sur site décrit par l'exploitant sont : 1- passage par le pont-basculé et la barrière de détection de radioactivité ; 2- déchargement complet du camion ; 3- contrôle visuel des déchets au sol pour acceptation ou non ; 4- bon de pesée ou rechargement du camion si refus. Les déchets industriels spéciaux et dangereux ne sont pas acceptés sur le site. Par ailleurs, le dossier PAC mentionne pour les déchets de plâtre comme exutoire une ISDND. Cette modalité de traitement est donc contraire à l'article L. 541-1 II du code de l'environnement sur la hiérarchisation des modes de traitement. L'exploitant a indiqué dès 2024 transférer ces déchets vers l'installation RITLENG Revalorisations à Rohr (67). Par courriel du 18 janvier 2024, l'exploitant a transmis le devis signé le 12 janvier 2024 actant les prestations avec l'entreprise de valorisation matière.
Observations : L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection son registre justifiant la traçabilité des déchets de plâtre vers cette installation de valorisation matière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. "</i>
Constats : L'exploitant a présenté le plan des zones à risques commun au schéma des réseaux d'eaux dans sa version du 19 décembre 2023. Seules deux zones à risques incendie sont identifiées : <ul style="list-style-type: none">- le broyeur présent sur la ligne de préparation de CSR ;- les quatre cellules de stockage de bois et de CSR d'une capacité unitaire de 1300 m³ (cellule bois classe A, classe B, deux CSR). Dans le cadre du PAC « extension centre de tri » notifié le 8 novembre 2023, l'étude de dangers (EDD) annexée produit par APAVE dans sa version 1 - 2022780.1- identifie deux phénomènes dangereux de type incendie dans le bâtiment existant de réception des déchets : <ul style="list-style-type: none">- pH D n°1 incendie du stockage en vrac de biomasse B (page 68-69) ;- pH D n°2 incendie du stockage en vrac des déchets du BTP et DIB en mélange (page 71-72). La modélisation des effets thermiques du phénomène pH D1 montre des effets thermiques sortants vers l'installation de cogénération. Les armoires électriques et le poste de transformation électrique (si existence) ne sont pas recensés. Par ailleurs, aucune zone de risque d'explosion n'est recensée sur le plan des zones à risques susvisé. Pourtant l'EDD susvisée précise au paragraphe 2.4.3 « l'expérience acquise sur des installations similaires indique que les zones ATEX sont au niveau du filtre à manches de la ligne de préparation du combustible, chargé de recevoir les poussières émises... ». De même, l'article 2.8.3.5 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2016 dispose « Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 2.8.1.1 en raison des risques d'explosion c'est-à-dire dans le bâtiment de préparation et stockage du combustible (zone ATEX = filtre à manches de la ligne de préparation du combustible), l'exploitant met en place des événements / parois soufflables. » En conséquence , le recensement effectué par l'exploitant est considéré comme incomplet. En effet, il ne peut aucunement soustraire les zones de réception de déchets combustibles.
Observations : Le plan des zones à risques (incendie et explosion) est à réviser en intégrant la dernière étude de dangers produite dans le cadre du projet d'extension. Le plan des zones ATEX est à réaliser (à défaut, il convient de justifier l'absence de zones ATEX).

La question se pose également des armoires électriques comme zones à risques d'incendie. Des réponses de l'exploitant sont attendues.

Pour une utilisation en situation accidentelle, il serait utile de reporter sur le plan les volumes maximaux autorisés et type de déchets entreposés pour chaque zone de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites, lettre de suites

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

" L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...] "

Constats :

Le compte-rendu Q18 établi par la société Bureau Veritas suite à la vérification du 15 novembre 2023 a été transmis. Le rapport conclut que l'installation « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ».

Ce même rapport précise que la dernière visite était le 23 novembre 2021. D'après l'exploitant, il s'agit d'une erreur de mention. En effet, l'avant dernier a été réalisé le 21/11/2022.

Quinze observations sont reportées dans le rapport de vérification du 15 novembre 2023, dont certaines ont déjà été signalées (quatre en 2020, une en 2018, une en 2017).

Non-conformité : les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état.

En outre, ces derniers contrôles n'intègrent pas la vérification des équipements métalliques mis à la terre. La mise à la terre permet en effet d'éviter l'électricité statique. L'exploitant a déclaré que cette vérification était réalisée dans le cadre des études foudre.

Observations :

L'étude foudre mentionnant la mise à la terre des équipements métalliques est attendue dans les meilleurs délais. Il est rappelé que la protection foudre et les équipements métalliques doivent être mis à la terre séparément.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Périmètre et maintenance du système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : <i>" Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 2.8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées."</i>
Constats : <u>* Périmètre de détection</u> Les cellules de stockage de bois et CSR sont équipées individuellement de deux caméras de type thermique reliées à la supervision. Le seuil de déclenchement d'une alarme est fixée à 48°C ou en cas de coupure électrique. Le système de supervision est secouru électriquement (onduleur). Hors heures ouvrées, une alarme (message vocale) est générée vers la personne d'astreinte et le chef de centre de tri. Le broyeur primaire sur la ligne CSR est équipé à sa sortie d'une caméra thermique. Est asservie à cette détection en température un dispositif d'arrosage qui inonde le broyeur via l'actionnement d'une vanne automatique et manuelle. Le broyeur est également mis à l'arrêt automatiquement. Sur les installations existantes, l'étude de dangers produite dans le cadre de l'extension (étude APAVE réf.2022780.1 V1) recense : - le hall de stockage des déchets entrants (bois et BTP/DIB) comme zone à risque d'incendie ; - les cellules de stockage de bois et CSR au nombre de quatre. Ces deux zones à risques d'incendie ne sont équipées d'aucun système de détection. Un tel système permet en effet d'intervenir précocement dès le départ d'un feu et de limiter l'étendue du sinistre. L'exploitant a exposé en visite que des rondes journalières étaient réalisées à l'aide d'une caméra portative. Toutefois, ce type de contrôle est jugé faible en termes de cinétique et d'efficacité (portée de la caméra à la périphérie du stockage). <u>Non-conformité :</u> Toutes les zones à risque d'incendie ne sont pas équipées d'un système de détection de fumée ou équivalent, en l'occurrence en référence à l'étude de dangers a minima les deux zones de réception des déchets. <u>* Maintenance :</u> L'exploitant a indiqué, hormis les opérations de nettoyage périodiques des caméras thermiques pour éliminer les poussières, qu'aucune vérification de maintenance ou tests n'étaient réalisés : si l'image filmée par la caméra qui est reportée en salle de supervision est absente, un défaut est de fait identifié. L'inspection, à la lecture a posteriori de l'EDD susvisée, note qu'il est précisé que des opérations de maintenance de type calibrage sont prévus : - au paragraphe 2.4.1.9 – gestion des systèmes de détection « Par ailleurs, tout équipement de

détection (fixe ou portatif) fera l'objet d'une maintenance et d'un entretien régulier confiés à du personnel compétent, de façon à assurer leur bon fonctionnement dans le temps (calibrage, nettoyage, changement de pièces, ... »

- au paragraphe 2.2.5.5 – contrôles liés à la sécurité « caméra thermique vérification semestrielle par installateur ou organisme agréé ».

Non-conformité : L'organisation à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests sur les systèmes de détection n'est pas effective.

Observations :

Si les armoires électriques sont recensées comme zones à risque d'incendie, l'exploitant déploiera également son système de détection incendie sur ce périmètre.

La traçabilité des opérations de nettoyage des caméras doit être mise en place. Elle sera tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant a la possibilité de réviser les prescriptions de l'arrêté préfectoral. Pour cela, il doit en faire la demande dûment justifiée dans les formes prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement. Il pourra pour cela prendre l'attache du(des) constructeurs pour connaître les préconisations en matière de maintenance préventive sur les caméras et le couple caméra-vanne sur le broyeur. En l'état, les éléments décrits dans l'étude de dangers contreviennent à une telle demande d'adaptation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Événements et parois soufflables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion

Prescription contrôlée :

« Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 2.8.1.1 en raison des risques d'explosion c'est-à-dire dans le bâtiment de préparation et stockage du combustible (zone ATEX = filtre à manches de la ligne de préparation du combustible), l'exploitant met en place des événements / parois soufflables. Ces événements / parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion. »

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu observer sur le filtre à manches à une hauteur d'environ 4-5 mètres des événements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« Les installations du site et celles de production d'énergie par cogénération exploitées par SYNNOV DECHETS sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : •[...]Les besoins en eau pour assurer la défense incendie des installations sont évalués à 240 m³/h pendant deux heures (soit 480 m³) composés d'une aire d'aspiration assurant 120 m³/h pendant minimum 2 heures et deux poteaux conformes aux NFS 61.211 et NFS 61.213 (60 m³/h sous 1 bar de pression minimum, DN 100), ceci afin d'assurer la couverture des différentes zones du projet, depuis les séchoirs Nord jusqu'aux séchoirs Sud. L'alimentation des deux poteaux incendie est assurée par une réserve de 240 m³ implantée sur la plate-forme et alimentée depuis le réseau AEP. L'une des aires est équipée de deux colonnes relais débouchant à proximité du bâtiment de tri. [...] • d'extincteurs portatifs et de 4 RIA alimentés par eau du réseau répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »</i>
Constats : <u>Besoins en eau - poteaux :</u> L'inspection a pu observer à l'angle Nord-Est du bâtiment-cellules de produits de sortie un poteau incendie. Toutefois, les caractéristiques (débit, pression) ne sont pas connues. L'exploitant a exposé que des tests avaient été réalisés avec les pompiers il y a 2-3 ans sans justifier de compte-rendu. Le second poteau qui permet d'assurer un tiers des besoins en eau sous pression n'est pas implanté sur site. <u>-Aires d'aspiration</u> Une aire d'aspiration est aménagée pour le stationnement de deux camions-pompe au droit des deux bassins (d'un volume pour l'un de 1088 m³ et pour le second 8136 m³ d'après le plan). Toutefois, malgré les panneaux d'interdiction de stationnement, l'inspection a pu observer au niveau de ces deux aires : - la présence d'une benne de déchets métalliques ; - l'aménagement d'une cellule de stockage extérieure délimitée par des plots en béton. <u>-Extincteurs et RIA</u> Des extincteurs (plus de 40) et des RIA sont déployés en nombre sur le site. La facture n°FC230201333 établie par la société DESAUTEL permet d'attester de la vérification des extincteurs et des actions correctives suite à l'intervention du 21 avril 2023. La dernière vérification périodique des robinets d'incendie armés (RIA) et poste incendie a été réalisée le 12 septembre 2023. Le compte-rendu Q5 de l'organisme de contrôle fait mention : - de non-conformités sur les RIA n°16 et 20 hors service et les vannes d'arrêts hors service sur les RIA n°1, 10, 11 et 15 ; - d'améliorations sur le RIA n°6 endommagé et d'une fuite d'eau sur le RIA n°13. L'exploitant a fait part qu'une commande était en préparation, mais aucunement signée. Le test par l'inspection par sondage d'un des RIA n'a pu être réalisé : le réseau ayant été purgé pour rendre le réseau opérationnel en période de gel.

<p>Non-conformités :</p> <p>Il manque un poteau incendie sur site.</p> <p>Les caractéristiques du seul poteau ne sont pas connues. Les vérifications de son bon fonctionnement ne sont pas effectives.</p> <p>Huit robinets d'incendie armés (RIA) doivent faire l'objet d'actions de maintenance corrective.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il convient dans les meilleurs délais que le stationnement des camions pompes soit rendu accessible.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à réaliser un marquage au sol et/ou l'implantation de poteaux amovibles pour rendre l'accès aux bassins disponible en tout temps.</p> <p>Le second poteau doit être implanté hors des flux thermiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 7 : Confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.4.1 V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" V Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...] "</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction est réalisé à l'aide des deux bassins qui ont une double fonctions : utilisés également comme réserves d'eau incendie. Une vanne sur le réseau est manœuvrée afin d'obturer ces bassins et d'éviter tout rejet vers l'extérieur (puits d'infiltration).</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette vanne mise en place en 2022 (commune au site BBCI terres polluées) a été observée lors de la visite d'inspection du 7 décembre 2023.</p> <p>L'observation des deux bassins a permis de constater une revanche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un mètre sur le bassin de 8136 m³ reporté sur le plan ; - de plus d'un mètre sur le bassin de 1088 m³ reporté sur le plan. <p>Dans le cadre du projet d'extension du centre de tri, un volume de 1260 m³ calculé selon le guide D9a doit être disponible en tout temps.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de mesurer précisément après la visite les hauteurs d'eau</p>

disponible et de calculer les volumes disponibles avant la surverse des eaux des bassins vers l'extérieur. Un marquage sur les bassins pour connaître en tout temps le volume disponible est recommandée.
Observations : Les volumes disponibles le jour de la visite sont à préciser par l'exploitant. De même que sur d'autres points, une traçabilité des tests de fermeture de la vanne est à mettre en place avec une périodicité des tests au moins trimestrielle (cf. guide D9a §6.1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.4.4.11
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux pluviales des bassins de collecte et de rétention, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : Eaux pluviales Paramètre Concentrations instantanées (mg/l) DBO5 25 DCO 80 MES 35 Hydrocarbures 10 "</i>
Constats : La dernière analyse réalisée par QUALIO suite aux prélèvements du 19 mai 2022 et du 1er juin 2023 ne fait pas état de dépassement des valeurs limites pour les paramètres visés à l'article 2.4.4.11 de l'AP du 28 avril 2016. L'article 2.10.2.6 de l'AP du 28 avril 2016 prescrit une fréquence de surveillance annuelle.
Observations : Il convient que le rapport explicite le point de prélèvement des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Sans suite